

La crise – réponses au questionnaire

1/ Plutôt FAUX. Tout dépend ce que l'on entend par « mondialisation ».

Si on parle de la mondialisation commerciale, il faut d'abord rappeler que le démantèlement de certaines barrières douanières, notamment dans le « Tiers-Monde », n'empêche pas un protectionnisme officieux aux Etats-Unis ou en Europe. Les échanges commerciaux ont fortement diminué depuis 2 ans, mais les pays exportateurs n'ont que peu revu leur mode de fonctionnement. Angela Merkel par exemple, continue à défendre une économie allemande basée sur l'exportation. Pour autant, un retour du protectionnisme officiel, revendiqué, n'est pas impossible car la mondialisation est un processus qui n'est ni linéaire ni naturel :

- Certes, comme l'explique Marx, « *la base (du mode de production capitaliste) est constituée par le marché mondial lui-même* », (*Capital*, Livre III, t1). Mais les antagonismes entre capitalistes pour se disputer des parts de ce marché mondial (« l'impérialisme ») peuvent conduire à des périodes de protectionnisme. Les économies étaient très ouvertes au début du 20^{ème} siècle. Deux guerres mondiales et le protectionnisme d'entre guerres ont diminué les échanges internationaux : ce n'est que vers 1970 que l'on retrouve le degré d'ouverture de 1913.

- La mondialisation commerciale est fondée sur des instruments (l'OMC, l'ALENA, l'UE...) qui ont été mis en place par les Etats. Ces Etats, qui sont loin d'avoir disparu, prennent des décisions évoluant en fonction des intérêts de la classe dominante et des rapports de force. L'évolution de la mondialisation dépendra donc à la fois de la lutte des classes et des contradictions au sein de la bourgeoisie.

Quant à la mondialisation financière, fondée sur la libre circulation des capitaux, elle n'est pas entièrement nouvelle puisqu'elle existait déjà au 19^{ème} siècle. De plus, l'importance de la mondialisation financière actuelle est parfois surévaluée parce que l'on assiste à une augmentation de la vitesse de circulation du capital (cf. annexe 1). Il vaut donc mieux mesurer les flux nets de capitaux entre les pays, pour savoir quelles sont les zones qui exportent ou importent des capitaux, et dans quelles proportions. Ce qui est nouveau dans la période récente c'est surtout le développement d'instruments financiers complexes et le remplacement des règles auxquelles les banques étaient soumises par des règles moins contraignantes. Avec la crise actuelle, ces nouvelles règles et nouveaux produits financiers sont remis en cause dans de nombreux discours, y compris par des dirigeants qui en faisaient encore l'apologie il y a quelques mois (cf. annexe 2). Mais on verra qu'il ne suffit pas de remettre en cause la mondialisation financière pour résoudre les crises.

2/ FAUX. L'instabilité du prix des matières premières n'est qu'un aspect de la crise. Elle n'est pas à l'origine de celle-ci. La hausse des prix des produits énergétiques n'était qu'un facteur aggravant. D'ailleurs la baisse observée fin 2008 début 2009 sur les prix du pétrole et des céréales n'a pas du tout résorbé la crise. Ces prix sont depuis remontés.

On cherche souvent à imputer une crise à un élément « perturbateur » mais l'histoire économique montre que le capitalisme est un système économique intrinsèquement instable. Les crises aiguës de 1873 et 1929 ont été surmontées par une transformation du capitalisme. C'est toujours le mode de production capitaliste, dans lequel les producteurs ne possèdent pas les moyens de production, dans lequel on produit pour le profit etc. Mais il a changé. Par exemple, durant le 20^{ème} siècle la part des dépenses publiques a augmenté dans tous les pays capitalistes. Sans quoi leur économie se serait déjà effondrée... Cette stabilisation n'était que relative, temporaire, car le capitalisme repose sur une contradiction fondamentale, entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production. La crise des années 1970 a été présentée par l'idéologie dominante comme la conséquence du « choc pétrolier », c'est-à-dire comme le résultat d'un phénomène extérieur. Pourtant, la baisse du profit, l'inflation et les problèmes monétaires étaient apparus dès la fin des années 1960. Ils étaient donc antérieurs à la hausse du prix du pétrole. Et la crise était profonde, systémique. Comme celle d'aujourd'hui.

3/ FAUX. La financiarisation est l'expression d'un problème de réalisation de la plus-value. Autrement dit, dans le système capitalisme contemporain, la finance n'est pas parasitaire. Elle remplit au contraire une fonction : recycler les énormes profits qui ne trouvent pas d'occasion de s'investir dans la production à une rentabilité suffisamment élevée.

La représentation d'une finance autonome, ou parasite, par rapport au reste du capitalisme constitue un « fétichisme de la finance ». Il est assez répandu chez certains auteurs keynésiens, dans des mouvances altermondialistes ou au PCF.

Aujourd'hui la plupart des dirigeants (McCain, Obama, Sarkozy, Royal...) reprennent à leur compte cette représentation parce qu'elle leur permet de détourner l'attention du problème de fonds (le système capitaliste) en désignant une poignée de coupables (quelques vilains spéculateurs, quelques banquiers qui n'auraient pas respecté les règles, quelques PDG bénéficiant de honteux « parachutes dorés » etc.). Marx écrivait dans la préface du *Capital* : « *Je n'ai pas peint en rose le capitaliste et le propriétaire foncier. Mais il ne s'agit ici des personnes, qu'autant qu'elles sont la personnification de catégories économiques, les supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés* ». Etudier ces rapports de classes et ces catégories (la valeur, la marchandise, le profit etc.) permet de comprendre qu'il n'existe pas d'un côté un « capitalisme financier » et de l'autre un « capitalisme industriel », mais bien un système capitaliste qui a besoin de la finance.

4/ FAUX. Il n'existe pas de « richesse boursière ». Comme l'écrivait l'économiste classique Adam Smith, la richesse est « *l'ensemble des choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie* ». Si le volume de ces choses – produites par le travail - augmente de 3%, la monnaie ou les titres financiers ne permettent pas de se procurer 15% de richesses en plus. Le krach boursier actuel, ce n'est pas « de la richesse qui part en fumée » car jamais les détenteurs de ces titres n'auraient pu les convertir massivement en pouvoir d'achat. L'euphorie boursière a donné l'impression que l'on pouvait « s'enrichir en dormant », que la finance était devenue une source autonome de valeur. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites - celles de l'exploitation - et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment. Il ne faut donc pas confondre la « valeur » d'un titre et la valeur des marchandises (cf. annexe 2).

Mais la crise entraîne bien une destruction de richesse quand elle devient une récession, avec des fermetures d'entreprises, des licenciements etc.

ANNEXE 1. Les chiffres vertigineux de la finance

« Il faut remettre aussi en cause un certain nombre de présentations qui cherchent à démontrer, en citant des chiffres qui donnent le vertige, la domination absolue de la finance, et l'énormité des ponctions qu'elle opère. Ces exercices souffrent en général tous de graves défauts méthodologiques.

Il y a par exemple une manière de totaliser les mouvements quotidiens sur les marchés des changes pour annoncer des sommes fantastiques de l'ordre de 1500 milliards de dollars, ce qui est presque la dette du Tiers Monde. Mais cet argent ne fait que tourner, et les sommes annoncées sont d'autant plus importantes que cette vitesse s'élève. Imaginons que je possède cent francs, que je les convertisse tous les quarts d'heure dans une monnaie différente, pour « spéculer » au gré de fluctuations quasi instantanées des taux du marché monétaire. Au bout de 24 heures en continu, mes transactions totales se seront élevées à 9600 francs. Mais si je n'avais réalisé qu'un aller-retour, elles n'auraient représenté que 200 francs. De plus, il s'agit de sommes virtuelles, car je ne possède toujours que 100 francs, plus quelques centimes si je « spécule » bien. Mais les présentations mentionnées laissent implicitement penser que ces sommes considérables pourraient être utilisées autrement et qu'il y a là une énorme ponction.

Dire cela, ce n'est pas nier le développement des activités de ce type, mais c'est réclamer des mesures correctes et non fétichisées. »

Source : Husson, *Contre le fétichisme de la finance*, <http://hussonet.free.fr/finance97.pdf>

ANNEXE 2. Quand Sarkozy défendait les subprimes...

« Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades. Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement. Il faut réformer le crédit hypothécaire. Si le recours à l'hypothèque était plus facile, les banques se focaliseraient moins sur la capacité personnelle de remboursement de l'emprunteur et plus sur la valeur du bien hypothéqué. Ceci profiterait alors directement à tous ceux dont les revenus fluctuent, comme les intérimaires et de nombreux indépendants »

Source : site de l'UMP, dans la rubrique « l'abécédaire du candidat Nicolas Sarkozy », à la lettre "C" comme "Crédit".

ANNEXE 3. La « valeur » boursière

Les actifs financiers ont une « valeur ». Si je dispose d'un million d'actions dont le cours est de 100 euros, ma richesse est de 100 millions d'euros. Si le cours de mes actions double, ma richesse double, et si elle baisse de moitié, je perds 50 millions d'euros. Mais ces chiffres ne mesurent que la valeur virtuelle de mon patrimoine financier. Les gains (ou les pertes) ne deviennent réelles qu'au moment où je cherche à me débarrasser de mes actions pour obtenir du cash destiné à m'offrir un bien réel, par exemple une résidence. La capitalisation boursière, c'est-à-dire la valeur totale des actions n'a en lui-même aucun sens. Les marchés financiers sont en grande partie des marchés secondaires où l'on vend par exemple des actions Vivendi pour acheter des actions France Telecom. Selon l'offre et la demande, le cours de ces actions peut fluctuer, mais ces transactions sont elles aussi virtuelles en ce sens que le cours auquel se réalisent ces échanges est relativement conventionnel. Ces prix d'un genre particulier pourraient être multipliés par mille, comme s'ils étaient libellés en une monnaie spéciale, déconnectée des monnaies réelles. On pourrait du coup imaginer une économie où tout le monde serait milliardaire en actions à condition de ne pas chercher à les vendre. Pour reprendre des expressions qui sont finalement assez parlantes, on aurait une économie réelle progressant à son allure tranquille, et une sphère financière gonflant à une vitesse exponentielle.

Mais la divergence durable n'est pas possible, parce qu'il existe des « noeuds de conversion » entre la sphère financière et la sphère réelle. Une économie qui croît à 2 ou 3 % ne peut procurer un rendement universel de 15 % comme le prétendent les défenseurs des fonds propres. Tant que les revenus tirés des actifs financiers sont à nouveau placés, les patrimoines croissent en-dehors de tout lien matériel avec la sphère réelle et l'écart peut potentiellement devenir infini. Mais si une partie de ces droits de tirage que constituent les titres financiers cherche à se transporter dans la sphère réelle, autrement dit à s'échanger contre des marchandises, ce transfert doit se plier à la loi de la valeur...

Source : Husson, *Le capitalisme toxique*, <http://hussonet.free.fr/toxicapw.pdf>